



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/ECE/1361
19 février 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

Cinquante-troisième session
(Point 3 a) et b) de l'ordre du jour provisoire)

MISE EN OEUVRE DE LA REFORME DE LA CEE

Note du Secrétaire exécutif

1. La présente note a pour objet de faire le point sur la mise en oeuvre de la réforme de la CEE, un an après l'adoption du Plan d'action par la Commission. Elle porte essentiellement sur les deux principaux volets de cette mise en oeuvre qui concernent d'une part les aspects institutionnels et d'autre part les questions de fond. Elle contient aussi des informations sur les publications de la CEE conformément à la demande formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).
2. La Commission souhaitera peut-être prendre des décisions sur les questions qui sont mises en évidence dans la note :
 - Le changement de nom des Réunions d'experts rattachées au WP.29 (par. 10);
 - Le changement de nom des Réunions d'experts rattachées au WP.7 (par. 11);
 - La composition du Bureau du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise (par. 14);
 - Le mode de présentation du rapport des organes rattachés aux organes subsidiaires principaux (par. 15);
 - Les directives à suivre pour établir l'ordre de priorité des activités des organes subsidiaires principaux (par. 17);
 - L'examen des publications de la CEE (par. 33).

I. ASPECTS INSTITUTIONNELS

3. Les aspects institutionnels de la réforme sont exposés au chapitre III du Plan d'action et concernent la Commission, ses organes subsidiaires principaux et le secrétariat.

A. La Commission

4. La cinquante-deuxième session de la Commission a déjà été organisée conformément aux prescriptions du Plan d'action concernant la durée de la session annuelle, le déroulement de ses différentes parties et le temps consacré à chacune d'elles. La cinquante-troisième session marque la fin de la mise en oeuvre de la réforme avec une nouvelle réduction du nombre et de la longueur des rapports du secrétariat à la Commission.

5. L'organisation du débat économique le premier jour sera également conforme à ce qui a été prévu dans le cadre de la réforme. Ce débat portera sur des questions qui auront un caractère plus actuel que cela n'était le cas jusqu'à présent et qui seront choisies en fonction de l'Etude sur la situation économique de l'Europe et du thème du séminaire annuel qui aura lieu la veille de la session. En outre, il sera organisé de manière à permettre un véritable dialogue; en effet, il n'y aura pas de déclarations individuelles et les orateurs principaux seront des économistes venus de divers horizons (administrations nationales, communauté universitaire, secteur bancaire, milieux d'affaires et organisations internationales).

B. Organes subsidiaires principaux

6. Tous les organes subsidiaires principaux avaient inscrit la mise en oeuvre de la réforme à l'ordre du jour de leur session annuelle qui a suivi la session commémorative de la Commission. En se fondant sur une note établie par le secrétariat, ils ont examiné les questions indiquées au chapitre III du Plan d'action, en particulier le statut des organes qui leur sont rattachés, les dates et la durée de leur session annuelle, le rôle et la composition de leur bureau, le mode de présentation de leur rapport et la gestion de leur programme de travail. Les bureaux de tous les organes subsidiaires principaux ont préparé l'examen de la réforme et, à cette fin, ont rencontré les membres du Bureau de la Commission chargés de suivre la situation dans leurs domaines d'activité respectifs.

1. Examen du statut des organes rattachés aux organes subsidiaires principaux

7. Cet examen a débouché sur l'élaboration du diagramme de la structure intergouvernementale joint en annexe au présent rapport. Ce diagramme montre que l'objectif de la réforme, qui était de rendre cette structure plus homogène et plus transparente, a été atteint.

8. Un certain nombre de groupes de travail relevant du Comité des établissements humains et de la Conférence des statisticiens européens ont été supprimés et remplacés par des entités ou des réunions informelles. Plusieurs groupes d'experts ont également été supprimés cependant que trois nouveaux groupes spéciaux d'experts ont été créés pour s'occuper des études de performance environnementale, de la révision de la Convention TIR et de

l'extension de l'interconnexion des réseaux électriques européens. L'examen du statut des organes rattachés au Groupe de travail du gaz n'est pas encore achevé. Dans le cas des organes relevant du Comité de l'énergie durable, il le sera à la session annuelle de 1998 de ce comité.

9. A la suite de cet examen, la structure intergouvernementale de la CEE comprend maintenant : i) des groupes de travail de caractère permanent; ii) des groupes spéciaux d'experts créés pour une durée de deux ans; iii) d'autres entités se réunissant de manière informelle et désignées sous des noms différents, par exemple, équipes de spécialistes pour le Comité du bois, réunion spéciale pour la Conférence des statisticiens européens, équipes de travail pour le Comité de l'énergie durable, groupes de travail pour le CEFACT, etc.

10. Le Comité des transports intérieurs a décidé que les Réunions d'experts relevant du Groupe de travail de la construction des véhicules (WP.29) conserveraient leur caractère permanent et changeraient de nom pour devenir des "Groupes de travail". **La Commission souhaitera peut-être confirmer cette décision.**

11. Le Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise a décidé que les Réunions d'experts relevant du Groupe de travail de la normalisation des produits périssables et de l'amélioration de la qualité (WP.7) conserveraient leur caractère permanent. Par analogie avec le WP.29, **la Commission souhaitera peut-être les rebaptiser "Groupes de travail", à moins qu'elle ne préfère créer des "sections spécialisées" du WP.7 dont le nom correspondrait à celui des anciennes Réunions d'experts.**

12. La seconde formule offre une certaine souplesse, qui pourrait être utile car le rythme d'harmonisation, de révision ou d'extension des règles et des normes varie selon les domaines techniques considérés. Si la Commission devait opter pour la seconde solution, celle-ci pourrait s'appliquer à d'autres groupes de travail s'occupant d'activités normatives, à condition que la Commission donne son accord.

2. Durée et dates des réunions

13. Conformément à ce qui a été demandé dans le Plan d'action, tous les organes subsidiaires principaux tiendront leur session annuelle entre janvier et septembre à compter de 1998. Ces organes ont par ailleurs atteint l'objectif consistant à ramener à trois jours la durée de leur session annuelle, à l'exception du Comité des transports qui le fera dans les délais qui ont été fixés (c'est-à-dire avant avril 1999).

3. Bureaux des organes subsidiaires principaux

14. Tous les organes subsidiaires principaux ont décidé que leurs bureaux devraient s'acquitter des fonctions qui leur ont été confiées dans le Plan d'action. La composition de ces bureaux, qui ne comptaient que deux ou trois membres, a été élargie et ils en comptent maintenant entre sept et dix représentant de manière équilibrée les différentes parties de la région. Le Bureau du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise constitue un cas à part : il est composé du président, d'un vice-président et du président de chacun des groupes de travail rattachés

au Comité, ce qui facilite l'intégration de nouvelles activités, en particulier dans le domaine de l'industrie mais risque, à long terme, d'entraîner certaines rigidités et de gêner les arbitrages concernant diverses demandes émanant des groupes de travail. Par conséquent, **la Commission souhaitera peut-être se pencher sur cette composition d'un type particulier.**

4. Rapports

15. La longueur des rapports des organes subsidiaires principaux a été réduite. Comme prévu dans le Plan d'action, ces rapports reprennent essentiellement les principales conclusions auxquelles ces organes sont parvenus ainsi que les décisions qu'ils ont prises, mais ils contiennent aussi un résumé succinct des débats de fond ainsi que les informations communiquées par les participants en sus de celles qui figurent dans la documentation établie par le secrétariat. Les pays qui ne sont pas en mesure de participer à la réunion peuvent ainsi trouver toutes les informations dont ils ont besoin dans un rapport qui est traduit. Le Plan d'action ne prévoit rien en ce qui concerne le mode de présentation des rapports des organes rattachés aux organes subsidiaires principaux. **La Commission souhaitera peut-être demander aux organes subsidiaires principaux d'encourager les organes qui leur sont rattachés à adopter la même présentation qu'eux pour leurs rapports.**

5. Gestion du programme de travail

16. Dans le Plan d'action, il est demandé aux organes subsidiaires principaux de classer toutes les activités entreprises ou en cours par ordre de priorité. Ils ont commencé à appliquer cette décision mais aucun d'entre eux n'a encore fini d'établir cet ordre de priorité. Cela sera fait avant la réunion du Groupe d'experts du programme de travail qui doit se tenir à l'automne 1998, c'est-à-dire avant que le Secrétaire exécutif élabore les demandes de crédit qu'il doit présenter dans le cadre de la préparation du prochain budget-programme. Pour chacun des organes subsidiaires principaux, l'ordre de priorité est établi soit par le Bureau, soit par une équipe spéciale expressément constituée à cette fin.

17. Pour que tous les organes subsidiaires principaux procèdent de la même manière, **la Commission souhaitera peut-être donner les directives ci-après :**

- Les principales catégories d'activités relevant de chaque organe subsidiaire principal ne devraient pas être classées par ordre de priorité car elles correspondent aux orientations stratégiques arrêtées par la Commission et indiquées au chapitre premier du Plan d'action;
- Dans chaque grande catégorie d'activités, les organes subsidiaires principaux devraient fixer un ordre de priorité entre les éléments de programme, en les classant de 1 à n (n correspondant au nombre total de ces éléments);
- Il faudrait indiquer le calendrier des activités correspondant à chaque élément de programme, c'est-à-dire préciser la date d'achèvement des travaux pour les activités d'une durée limitée dans le temps et la date et la périodicité pour les activités régulières.

18. Comme indiqué dans le Plan d'action, ce processus permettra : i) de déterminer les éléments de programme qui pourraient être supprimés en cas de restrictions financières imprévues; ii) d'élargir les possibilités de déterminer les nouvelles activités qui pourraient être entreprises et iii) de préciser les activités effectivement menées à bien pendant l'année en cours et celles qui le seront les années suivantes.

C. Secrétariat

19. La structure du secrétariat reflète les orientations du Plan d'action : la Division de l'industrie a été supprimée, la Division des études et des projections économiques a été rebaptisée Division des analyses économiques. L'Unité de coordination des activités opérationnelles a été créée et, pour des raisons de gestion, le Groupe des données pour des études économiques a été rattaché à la Division de statistique.

20. A la fin du mois de mai, le personnel a été réaffecté conformément à l'annexe I du Plan d'action et chaque secteur s'est vu attribuer les ressources prévues.

21. Cette opération de réaffectation, qui a touché une trentaine de fonctionnaires, a donné lieu à un examen détaillé des qualifications du personnel en poste de façon à réduire au strict minimum les conséquences négatives sur ce personnel. Elle a été réalisée après consultation des chefs de division, du Service du personnel de l'ONUG et des fonctionnaires eux-mêmes. Ce processus a débouché sur l'organigramme indiqué à l'annexe II, qui a été présenté aux Etats en juillet 1997.

22. Il a fallu ensuite procéder à une nouvelle répartition des bureaux afin de préserver l'intégrité physique de chaque division de la CEE. Environ 75 fonctionnaires ont ainsi dû changer de bureau entre juin et septembre.

II. **QUESTIONS DE FOND**

23. Dans le cadre de l'examen de leur programme de travail respectif, les organes subsidiaires principaux ont appliqué les orientations fondamentales présentées au chapitre premier du Plan d'action.

24. Ils ont également examiné les dispositions du chapitre II relatives aux questions intersectorielles et, en particulier, ils ont intégré dans leur programme de travail, dans la mesure du possible, les centres d'intérêt intersectoriels mentionnés, à savoir les perspectives du développement durable, l'intégration du souci d'équité entre les sexes dans les activités principales, l'importance spéciale accordée aux pays en transition et la participation des milieux d'affaires.

25. En 1997, l'activité intersectorielle la plus importante a été la Conférence ministérielle sur les transports et l'environnement qui a eu lieu à Vienne et à laquelle ont participé 51 ministres des transports et de l'environnement et, au total, 300 représentants de 40 pays membres de la CEE.

26. Une déclaration énonçant une série d'engagements en vue de promouvoir des systèmes de transport viables dans la région et un programme commun d'action présentant un ensemble correspondant de politiques et de mesures

à prendre aux niveaux national et international ont été adoptés et officiellement signés par 35 Etats membres de la CEE.

27. En outre, deux accords juridiquement contraignants sur des domaines précis liés aux transports et à l'environnement ont été ouverts à la signature. Vingt-deux pays ont déjà signé l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes applicables aux contrôles techniques périodiques des véhicules à roues et la reconnaissance réciproque des contrôles et 12 ont fait de même pour un nouveau protocole à l'Accord européen sur les grandes lignes de transport combiné et les installations connexes (AGTC) de 1991.

28. Indépendamment des textes qu'elle a adoptés, la Conférence est parvenue à montrer que l'objectif consistant à concilier transports et environnement devenait une priorité politique. Des mécanismes de suivi sont prévus tant au niveau national qu'au niveau régional. Sur le plan régional, la CEE est priée d'exercer un contrôle d'ensemble de l'application du Programme d'action en organisant des réunions communes des bureaux du Comité des transports intérieurs et du Comité des politiques de l'environnement, réunions auxquelles des représentants d'autres institutions européennes et mondiales seront invités.

29. La première réunion commune doit en principe se tenir en juin 1998 pour faire le point sur les mesures préliminaires prises par les pays membres, en particulier la désignation d'organes de liaison et de chefs de file et arrêter sa méthode de travail et son programme initial.

III. PUBLICATIONS

30. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a réaffirmé, lorsqu'il a examiné le budget des commissions régionales, qu'à son avis, "le Secrétariat devrait transmettre aux organes intergouvernementaux compétents les données suivantes pour chaque publication : nombre d'exemplaires, type de publication (en série ou hors série), coût, public visé, date prévue de publication, date de la première demande de publication, auteur de la demande et date et auteur de la dernière révision". Ces renseignements sont présentés sous forme de tableau dans le document E/ECE/1361/Add.1 pour chacun des domaines d'activité de la Commission, compte tenu du projet de programme de publications pour l'exercice biennal 1998-1999.

31. Le programme de publications de la CEE pour 1998-1999 compte au total 97 titres correspondant à 39 publications en série et 58 hors série. Ces publications sont mentionnées comme résultats de l'exécution des éléments de programme dans le programme de travail approuvé par chaque organe subsidiaire principal. Les 97 titres se répartissent comme suit entre les différents secteurs d'activité :

Secteur	Publications en série	Hors série
Environnement	4	16
Transports	8	10
Statistiques	2	3
Facilitation du commerce	5	2
Développement du commerce et de l'entreprise	6	12
Analyses économiques	4	1
Energie	0	2
Agriculture et bois	5	2
Etablissements humains	1	7
Bureau du Secrétaire exécutif	4	3
Total	39	58

32. Les crédits budgétaires approuvés pour l'exercice biennal 1998-1999 au titre des travaux contractuels d'imprimerie s'élèvent à 217 900 dollars E.-U. En 1997, les publications de la CEE ont rapporté environ 270 362 dollars E.-U.

33. Pour répondre aux préoccupations du CCQAB concernant les publications, il est suggéré que la Commission demande à chacun de ses organes subsidiaires principaux de réexaminer les publications en série relevant de sa compétence pour déterminer s'il est justifié de continuer à les faire paraître. Les résultats de cet examen seraient communiqués au secrétariat pour être transmis au CCQAB.

ANNEXE I

ORGANIGRAMME FAIT PAR LA CEE

ANNEXE II

1. L'organigramme ci-joint montre la structure hiérarchique du secrétariat de la CEE en faisant une distinction entre les services de gestion et de coordination, les services organiques et les services d'appui.

2. Avec une approximation de 0,5 % par poste, les ressources prévues à l'annexe I du Plan d'action correspondent à 200 postes, y compris 8 postes de conseillers régionaux, répartis entre les différents secteurs d'activité. Toutefois, le nombre de postes prévus au chapitre 17 du budget pour 1998-1999 (concernant la CEE) est de 195. Si l'on prend pour hypothèse que les ressources prévues au chapitre 21 seront suffisantes pour maintenir 8 postes de conseillers régionaux, on arrive au chiffre de 203 postes, dont la répartition est indiquée dans l'organigramme. Conformément à la note 4 du Plan d'action et à l'accord officieux conclu le 20 décembre 1996, un poste supplémentaire a été ajouté dans le secteur des transports et un dans celui de l'énergie. Le troisième a été attribué à l'Unité de coordination.

3. Compte tenu de ces ressources supplémentaires, l'affectation des fonctionnaires correspond exactement à la répartition approuvée; les deux réaffectations opérées à l'intérieur de deux domaines d'activité n'ayant aucune incidence sur le pourcentage global indiqué pour ces domaines dans le Plan d'action. En ce qui concerne la direction exécutive et la gestion (voir la ventilation au titre du domaine d'activité A à l'annexe I du Plan d'action), 10 postes au lieu de 11 sont rattachés au Bureau du Secrétaire exécutif et 9 au lieu de 8 à l'administration. Dans le cas de l'analyse économique (voir le domaine d'activité E à l'annexe I du Plan d'action ainsi que la note 6), 11 postes au lieu de 12 sont attribués au Groupe des données pour des études économiques et 24 au lieu de 23 à la Division des analyses économiques. Comme on l'a expliqué à la cinquante-deuxième session de la Commission, il s'agit de dispositions provisoires en attendant l'achèvement du projet en cours relatif à la population, qui est exécuté en collaboration avec le FNUAP.

ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT DE LA CEE

ORGANIGRAMME FAIT PAR LA CEE